

**4 novembre 1999**

***États-Unis et Canada***

**Pourquoi la montagne de dettes et comment s'en sortir**



La croissance (relative au PIB) de l'endettement public au Canada a débuté en 1975 au moment précis où éclatait la crise de 1974-75, elle-même le début de la phase dépressive de l'onde longue, qui dure encore, suivant la phase expansive 1945-1975, dite des *trente glorieuses*, de l'onde longue précédente. Depuis lors, aux ÉU et au Canada, les reprises ont été anémiques (relatif faible taux de croissance du PIB, de l'emploi et de la productivité) même si elles ont été longues et les crises profondes (taux de croissance négatif) même si elles ont été courtes (1974-75, 1980-81, 1990-91). L'analyse du changement de phase de l'onde longue fait comprendre les causes de l'endettement public.

**La faute au prolétariat ou au capital ?**

Pourquoi ce changement de phase de l'onde longue ? Un courant de gauche prétend qu'une fois épuisée la reconstruction d'après-guerre et atténuée la peur du stalinisme, l'absence prolongée de chômage de masse, qui en fut la conséquence, renforça le prolétariat au point que l'importante hausse des salaires, des conditions de travail, des services publics et des programmes sociaux diminua de beaucoup le taux de profit. S'ensuivit une baisse brutale des investissements précipitée par la brusque montée des prix du pétrole après la guerre du Kippour en 1973. Cette analyse, en plus de suggérer au prolétariat (et au tiers monde) de modérer son ardeur combative pour aider au rétablissement du taux de profit, oublie que c'est justement la fulgurante croissance de la demande solvable due à la force ouvrière (et la course aux armements due à la guerre froide), renforcée il est vrai par une croissance de l'endettement privé, qui a permis le prolongement de la phase expansive de l'onde longue.

Un autre courant de gauche, bien que reconnaissant pleinement l'importance de l'ampleur de la reconstruction d'après-guerre induit par la peur des révolutions comme facteur politique explicatif essentiel, insiste sur cet autre facteur, économique celui-là, que fut le déploiement à grande échelle d'une panoplie de technologies structurantes, tant scientifiques (ordinateur, télévision, transistor, nucléaire, jet) qu'institutionnelles (le complexe bungalow/électro-ménager/auto/pétrole, expérimenté aux ÉU dès les années 20, qui généralisa à la majorité du prolétariat des pays impérialistes les acquis technologiques scientifiques du tournant du siècle). Ces technologies, mises au point durant les

années 30 et 40, mais dont la dépression puis la guerre avaient empêché la généralisation, purent se déployer grâce non seulement aux hausses salariales mais à la généralisation du crédit hypothécaire garanti par l'État et aux investissements publics dans les infrastructures urbaines et de transport et les services publics.

La dépression et la guerre, qui furent en fait le paroxysme de la phase dépressive de l'onde longue précédente, avaient auparavant réduit la composition organique du capital (approximativement le ratio capital/travail) tant par des faillites généralisées durant la dépression des années 30 que par des destructions physiques et par l'usure à la corde du capital physique durant la guerre. Ainsi le terrain était-il prêt pour un effort gigantesque de renouvellement du capital fixe, y compris le stock de logement, au retour de la paix sur la base des technologies nouvelles et d'une demande solvable assurée par le crédit puis relayée par un relatif plein emploi.

À la longue, cependant, ces technologies nouvelles se répandirent à travers la plupart des entreprises réduisant par-là les profits de monopoles. La rapide accumulation du capital, plus rapide que la croissance de la demande solvable qui elle-même commençait à ralentir suite à la hausse de l'endettement privé, avait causé tant une importante hausse de sa composition organique que des difficultés de réalisation du capital, faisant par-là diminuer le taux de profit.

### **Par sa politique fiscale, la bourgeoisie envenime l'endettement provoqué par la crise**

La phase dépressive de l'onde longue, par elle-même, engendra la crise de l'endettement public tant par le ralentissement des entrées fiscales que par la hausse automatique des dépenses sociales, en particulier de soutien du revenu. De plus, le PIB réel croissant lentement, le ratio dette/PIB se mit à croître. Puis la bourgeoisie se mit de la partie pour envenimer l'endettement public avant de le résoudre à sa façon.

Dans un premier temps, soit la période 1976-1979, la bourgeoisie chercha le moyen à la fois de maintenir ses profits (profits d'entreprise et revenus de placement) et de les ré-investir au taux de profit historique. Pour maintenir ses revenus, elle obtint une première baisse de l'imposition de ses profits d'entreprise et de ses revenus de placement (dividendes et intérêts, gain de capital), ce qui empira le gonflement de la dette publique. Mais que faire des profits et revenus de placement qu'elle ne pouvait plus investir dans la production d'une façon rentable ? La bourgeoisie les prêta massivement aux gouvernements pour soutenir la demande, espérant un retour des beaux jours des trente glorieuses.

Mais comme d'une part la demande privée de capital-argent s'était effondrée, et qu'elle n'était pas compensée par les emprunts publics, et que d'autre part l'offre de ce même capital-argent était devenue pléthorique, les taux d'intérêts, c'est-à-dire le prix du capital-argent, s'effondrèrent au point que les taux réels en devinrent

par moments négatifs à cause d'une importante poussée inflationniste qui elle-même avait été déclenchée par les monopoles pour maintenir leur taux de profit aux dépens du prolétariat et des PME. Le problème, pour la bourgeoisie, c'était que l'inflation avait dégénéré en spirale inflationniste parce que le prolétariat restant organisationnellement fort et combatif malgré la hausse du chômage, sa partie syndiquée parvenait très souvent à gagner l'indexation des salaires d'où la riposte d'une nouvelle hausse des prix par les monopoles et ainsi de suite.

En conséquence, l'endettement public (comme d'ailleurs celui du tiers monde) en devint d'autant une solution de facilité pour les gouvernements qu'avec des taux négatifs plus ils s'endettaient moins ils étaient endettés en termes réels ! La bourgeoisie tenta d'abord de briser cette spirale inflationniste en imposant, par le gouvernement Trudeau, une politique de gel des prix et des salaires qui brièvement, à la grande consternation de la bourgeoisie, parvint presque à unir l'ensemble du prolétariat dans une grève générale. La bourgeoisie en vint à réaliser qu'il lui fallait infliger une défaite majeure au prolétariat pour rétablir la rentabilité du capital. Pour cela il fallait rompre avec le paradigme de l'État providence et du partage des gains de productivité, ce qui était d'autant plus faisable que le prolétariat organisé, endormi par les réformes, gagné par l'anti-communisme d'après-guerre et rendu confus par les dérives stalinienne et maoïste, avait renoncé à conquérir le pouvoir pour construire le socialisme.

### **L'offensive monétariste au prix de l'affaiblissement de l'État bourgeois**

Les bourgeoisies les plus fortes, essentiellement celles des pays anglo-saxons, firent consensus sur la nécessité de provoquer un chômage massif par le moyen d'une dure politique d'austérité monétaire et de répression contre les syndicats. Ce fut le gouvernement américain par sa banque centrale, encouragé par le gouvernement Thatcher, qui donna le signal du tournant néolibéral dès 1979. La hausse brutale des taux d'intérêt était devenue possible non seulement à cause de l'affaiblissement idéologique du prolétariat et du consensus bourgeois pour le briser organisationnellement par le moyen de la politique monétaire mais aussi parce que les États, tant impérialistes que du tiers monde, étaient devenus l'élément dynamique de la demande de capital-argent.

En tant qu'États bourgeois, malgré des inconvénients majeurs pour les partis bourgeois et leur personnel politique au niveau de la gestion des rapports sociaux, au prix même d'une importante fragilisation de la structure même de l'État, ils se devaient de consentir à une hausse drastique des taux d'intérêt réels même si les rapports de l'offre et de la demande de capital-argent commandaient spontanément des taux bas. Il y eut là une importante ingérence du politique dans l'économique que rendait possible la structure de la demande de capital-argent. Mais, paradoxalement, cette ingérence démontra à quel point les rapports économiques restent déterminants en dernière analyse.

Il faut ici se rappeler que si sur le marché des produits et services, y compris pour la force de travail, le prix est déterminé en dernière analyse par le temps de travail

socialement nécessaire, tel n'est pas le cas pour le marché du capital-argent, c'est-à-dire pour cette partie du capital qui se transforme momentanément en argent entre deux cycles de reproduction du capital sans garantie d'y replonger. Le capital-argent n'étant pas de l'argent, bien qu'il en ait la forme, n'est pas un produit du travail mais un pur rapport social. Il représente, en fait, le pouvoir pur d'acheter la force de travail ou son produit. Le prix du capital-argent est donc lui aussi un pur rapport social, c'est-à-dire qu'il est déterminé tant par les rapports de force tant entre la bourgeoisie et le prolétariat qu'entre le capital financier et manufacturier, qui par ailleurs ne sont pas coupés au couteau, qu'entre les bourgeoisies nationales.

Cette brusque politique d'austérité monétaire, d'un point de vue bourgeois, avait le double avantage de mettre à genoux le prolétariat donc de faciliter la stagnation salariale et des conditions de travail tout offrant une solution expéditive à la rentabilisation du capital en subventionnant le capital par l'impôt prolétarien par le mécanisme de la hausse du taux d'intérêt réel ! Les conséquences pour les gouvernements du tiers monde, puis des pays de l'Est, ont été dramatiques permettant la mise sous tutelle des plus faibles d'entre eux par les programmes d'ajustement structurels du FMI. Dans les pays impérialistes, la conséquence, au niveau des États, en fut un super-endettement public (à différent degré et avec 10 ans de retard pour le Japon) par l'intermédiaire de l'effet boule de neige (emprunter pour payer l'intérêt).

### **La résistance prolétarienne empêche l'application du reaganisme au Canada**

Car, durant la décennie 1980, l'austérité monétaire ne s'accompagnait pas du tout d'une austérité budgétaire. Au contraire, le reaganisme fut un champion du keynésianisme... militaire et donc de l'endettement public et extérieur tout en réduisant de beaucoup l'impôt des riches. La Grande-Bretagne de Thatcher s'en tira mieux au niveau de l'endettement grâce aux rentrées fiscales du pétrole de la Mer du Nord et aux nombreuses privatisations dont elle fut la pionnière. Mais seul les purs pays anglo-saxons (États-Unis, Grande-Bretagne, Australie et Nouvelle-Zélande) purent appliquer à fond la nouvelle politique néolibérale.

En Europe surtout, mais aussi au Canada, les prolétariats nationaux résistèrent mieux. Le nouveau gouvernement Mulroney recula devant les personnes âgées (tout comme le gouvernement Chrétien 10 ans plus tard qui n'a pas osé finalement les attaquer frontalement en renonçant à sa contre-réforme du programme des prestations aux personnes âgées). Le gouvernement Mulroney dut se contenter de préparer le terrain à l'offensive néolibérale des Libéraux de Jean Chrétien et des Klein, qui fit œuvre pionnière au Canada, Parizeau/Bouchard et Harris.

Cette incapacité des gouvernements canadiens à appliquer intégralement le reaganisme dans la décennie 1980 résulta en emprunts massifs pour financer services publics et programmes sociaux, qu'ils ne pouvaient qu'émonder mais non démanteler et restructurer, tout en devant emprunter à un taux d'intérêt élevé et continuer à diminuer l'imposition des profits et des revenus élevés. En fait, le

gouvernement Mulroney fut à ce point coincé qu'il cessa d'indexer les seuils d'exonération fiscale et les paliers d'imposition créant ainsi des augmentations annuelles automatiques d'impôt surtout aux dépens des classes dites moyennes (petite bourgeoisie et couches les plus riches du prolétariat).

Ce sont ces augmentations automatiques qui ont été le facteur principal pour arriver au déficit zéro dans la décennie suivante. Rien de surprenant alors que ces classes moyennes ne recevant plus l'équivalent en services de leurs prestations fiscales, à cause de la politique du déficit zéro qui détourne le quart des impôts vers le paiement des intérêts, soient dorénavant tentées par le discours de la réduction des impôts.

Reste que la grande contribution du gouvernement Mulroney à la cause bourgeoise est d'avoir réussi à intégrer le Canada à l'Accord de libre-échange (ALÉ) contre la grande majorité du peuple canadien et même d'une importante partie de la bourgeoisie mais non du PQ qui fut un des partis politiques parmi les plus enthousiastes pour le libre-échange. Ce fait d'armes, ce gouvernement l'avait préparé en rendant le gouvernement canadien de plus en plus dépendant des marchés financiers extérieurs de sorte à pouvoir invoquer les diktats de Moody's et Standard and Poor pour justifier l'ALÉ, puis l'ALÉNA. Pendant ce temps, la bourgeoisie canadienne, mécontente des rendements canadiens, investissait de plus en plus à l'étranger !

L'ALÉNA devait garantir l'accession sans entrave au grand marché américain pour se procurer les dollars US, en dégagant un important surplus commercial, afin de payer les intérêts sur la dette extérieure. La bourgeoisie canadienne savait fort bien qu'une fois piégée dans l'ALÉNA, le prolétariat canadien allait devoir accepter pleinement les normes néolibérales de compétitivité salariale, fiscale et budgétaire. Au prix d'une forte dévaluation du dollar canadien dans la première partie de la décennie, précipitée par la crise de 1990-91 beaucoup plus forte au Canada qu'aux ÉU, la stratégie de Mulroney fut un succès dont les nombreuses guerres commerciales ÉU-Canada (bois d'œuvre, porc, blé, magazines...) rappellent toutefois la fragilité.

### **De l'austérité monétaire des années 80 à l'austérité budgétaire des années 90**

La décennie 1990, plus exactement après la crise de 1991-92, inaugura une période d'austérité budgétaire qui conduisit à la victoire du déficit zéro grâce à une longue période de prospérité — toute relative pour le prolétariat en particulier pour les femmes et les jeunes — qui continue. La bourgeoisie canadienne profita et profite toujours de sa dépendance vis-à-vis l'hégémonisme américain, grandement accrue par l'ALÉNA, au point que le moteur de la prospérité canadienne est devenu l'important surplus d'exportations nettes vers les ÉU dont l'actuelle prospérité, par ailleurs très inégalitaire, est financée par la fuite des capitaux mondiaux vers les ÉU. Faut-il rappeler que cette fuite résulte elle-même du chaos mondial dont la principale cause est justement l'impérialisme sous direction

américaine qui agit tant à travers l'OTAN ou l'ONU qu'à travers le FMI ou la Banque mondiale.

Reste maintenant à la bourgeoisie canadienne à ajuster sa structure fiscale à la contre-réforme fiscale reaganienne des années 80. Cela entraîne des débats au sein même de la bourgeoisie au sujet de la priorité à donner soit au remboursement de la dette (Chrétien) soit à la diminution des impôts (Harris, Bouchard), débat recyclé dans l'opinion publique entre choisir les programmes sociaux ou la baisse des impôts des classes dites moyennes. La substitution dans le débat public entre remboursement de la dette et programmes sociaux est due au fait que la plus grande partie du remboursement de la dette se faisant soit par des surplus hors budget, soit par des postes de dépenses contingentes finalement alloués au paiement de la dette en fin d'année, la priorité donnée à ce remboursement non seulement n'est-elle pas visible mais elle implique une moindre diminution d'impôts qui elle-même devient moins importante que les quelques milliards d'augmentation des dépenses de programme qui eux sont rendus très visibles au moment du discours du budget.

Par exemple, les *surplus* ou *soldes budgétaires* déclarés par les gouvernements fédéral et québécois sont respectivement de 2.9 milliards \$ et de 25 millions \$ pour l'année financière 1998-1999. Par contre les *excédents financiers* ou *surplus financier net* déclarés sont respectivement de 11.5 milliards \$ et de 0.5 milliard \$. Or, comme le dit le récent Rapport financier annuel du gouvernement fédéral publié bien après le discours du budget, « *les besoins ou l'excédent financiers [surplus financier net dans le cas du Québec, NDLR] correspondent à l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds. La plupart des pays industrialisés utilisent à titre de principal moyen de mesurer leur solde budgétaire une mesure comparable aux besoins et à l'excédent financier.* »... mais pas les gouvernements du Canada qui préfèrent déclarer des dépenses soit fictives (contributions aux caisses de retraite de leurs employé-e-s), soit dans des fonds ou fiducies à être dépensés plus tard (bourses du millénaire, santé, innovation), soit des dépenses contingentes jamais faites et versées au remboursement de la dette en fin d'année, soit des remboursements de dette des hôpitaux et des cégeps budgétés directement aux dépenses de programme.

Reste que l'austérité budgétaire des années 90 a obligé la bourgeoisie américaine comme la bourgeoisie canadienne à accepter une baisse rapide des taux d'intérêt à court terme à partir de 1994-95 pour éviter une crise qui s'annonçait, même si les taux d'intérêt réel restent relativement élevés par rapport aux taux d'avant 1979. Ce nécessaire ré-ajustement pour éviter une série de banqueroutes au capital financier et quelques troubles sociaux a rendu moins intéressant les prêts à l'État. Il est devenu beaucoup plus lucratif de vendre à prix fort sur le marché secondaire les vieilles obligations d'État à haut taux d'intérêt afin de les réinvestir sur le marché boursier. Par exemple, à un taux d'intérêt courant disons de 5%, une obligation à un taux nominal de 20% se vend quatre fois son prix d'achat. La bulle spéculative boursière attirant trop les spéculateurs — et sa pérennité dépendant d'injections de fonds sans cesse croissants — il faut alors réduire la dette d'État à même les impôts et au détriment des dépenses sociales.

## **La baisse des taux d'intérêt, une revendication piège**

Ce récent phénomène démontre qu'une baisse des taux d'intérêt, dans une conjoncture à la baisse, n'est pas incompatible avec les intérêts du capital financier. Bien entendu, cette baisse des taux au milieu de la décennie était aussi dans l'intérêt immédiat du prolétariat puisqu'elle a été suffisante pour éviter un retour de la crise. Mais il faut voir à quel prix pour le prolétariat parce que cette baisse a favorisé un regain de croissance de l'endettement des travailleurs et travailleuses, endettement qui en est rendu à un taux historique record par rapport au revenu disponible. Les travailleurs et travailleuses ont recouru à l'emprunt pour une maison ou une auto comme moyen de maintenir leur niveau de vie dans un contexte d'inégalité, de stagnation salariale et de chômage.

Cela signifie que la baisse des taux d'intérêt, même si elle soulage momentanément le prolétariat, l'enchaîne plus fortement au capital financier. Déjà que le prolétariat salarié se trouve de plus en plus lié au capital financier par l'obligation d'assurer l'essentiel de sa retraite par l'intermédiaire de fonds de pension, tant d'entreprises qu'étatiques, et de RÉER. Ces fonds et dépôts sont de plus en plus placés sur les marchés boursiers, y compris ceux de la Régie des rentes du Québec. Plus un prolétaire a de dettes, plus il est enchaîné à son emploi. Plus sa retraite dépend de la performance des fonds de pension et RÉER, plus il dépend des succès de la spéculation même si celle-ci détruit par ailleurs la qualité et même l'existence de son emploi.

C'est peut-être là le dilemme faustien le plus méconnu de notre époque et qui, en dernière analyse, explique l'immobilisme syndical et la tolérance par le prolétariat de directions concertationnistes et acquises à la régulation de l'économie par le marché.

C'est donc une erreur profonde pour le prolétariat de revendiquer la baisse des taux d'intérêt comme moyen de lutte contre le capital financier. Cette revendication renforce politiquement le capital financier. Au milieu de la décennie celui-ci a consenti à des baisses des taux à court terme plus importantes que celles réclamées, par exemple, par le Budget alternatif du CCPA d'Ottawa, think tank de la gauche syndicale canadienne anglaise ! Pour frapper le capital financier, il faut lui enlever l'arme de la dette qui rend, en dernière analyse, le débiteur esclave du créancier, comme ce fut toujours le cas dans l'histoire, d'où la revendication du gel des paiements d'intérêts sur la dette publique ; il faut aussi lui enlever les moyens qui lui permettent de s'assujettir l'ensemble des épargnes populaires, d'où la revendication de la nationalisation des institutions financières payable au moment de la réalisation du plein emploi.

D'aucuns, le Premier ministre Bouchard en premier, prétendent que l'atteinte du déficit zéro libère l'État de l'emprise du capital financier. Rien de plus faux et cela à cause tout simplement du roulement du principal. Par exemple, pour l'année 1999-2000, année de déficit zéro, le gouvernement du Québec devra emprunter

plus de 5 milliards \$ pour faire rouler sa dette qui vient à échéance. Si dans un contexte de baisse des taux cela est avantageux, il pourrait en être tout autrement si le gouvernement du Québec adoptait des politiques progressistes ou enclenchait résolument le processus de l'indépendance : soudainement la hausse de sa *prime de risque* ferait dégringoler la cote de crédit de Moody's et Standard and Poor. À moins donc de se libérer de la dette à la Ceausescu, en remboursant le principal au prix d'immenses souffrances populaires, le seul moyen restant demeure le gel, le moratoire ou l'annulation.

### **Les conditions économiques d'une sortie de crise sont partiellement réunies**

Est-ce à dire que tout va dans le meilleur des mondes pour le capitalisme ? Durant ces 25 dernières années, la bourgeoisie américaine au moins a su rétablir le taux de profit d'après-guerre, peut-être même la bourgeoisie canadienne. Elle a développé une panoplie de nouvelles technologies émergentes (télé-informatique, bio-technologie, efficacité énergétique et énergies douces, nouveaux matériaux) qui ont commencé à se développer à grande échelle dans certains secteurs, surtout aux ÉU. On peut donc dire que les conditions économiques et technologiques de la phase ascendante d'une nouvelle onde longue sont à peu près réunies au sein du centre stratégique du capitalisme mondial et à sa périphérie impérialiste.

À noter que la création au préalable d'une demande solvable finale (au niveau des consommateurs) ne fait pas partie de ces conditions, contrairement à ce que pensent les keynésiens. Celle-ci est plutôt la conséquence de la vague d'investissement initial et son ampleur sera à la fois la conséquence de la force et de la faiblesse du prolétariat. Car c'est généralement au début de la phase expansive (et récessive) que se joue le drame « *réforme ou révolution* ». Une fois sortie des souffrances de la longue phase récessive de l'onde précédente et de la lutte individuelle pour la survie qu'elle induit, le prolétariat redevient combatif en masse sur la base d'une colère longtemps réprimée. Si cette reprise de la riposte débouche ou non sur la révolution dépend en grande partie de l'accumulation primitive, si l'on peut dire, de forces idéologiques et organisationnelles dans la noirceur de la phase précédente. Un rapport de forces très favorable dans une conjoncture appropriée débouchera sur la révolution à moins d'être stoppé par de grandes réformes qui en même temps prolongeront la phase ascendante de l'onde longue.

L'histoire du capitalisme, cependant, n'est pas un perpétuel recommencement. Chaque victoire stratégique du capitalisme se fait à un niveau supérieur de forces à la fois productives et destructives. Chaque fois, l'ampleur des destructions et des souffrances du passage de la phase récessive à la phase expansive, ou vice-versa, s'accroît fortement. Déjà, l'ampleur de la barbarie de la Première guerre mondiale — premier signe du déclin historique du capitalisme — avait jeté l'humanité dans l'effroi mais elle se concentra surtout dans le cœur du monde impérialiste. Cette barbarie se renouvela à une plus grande échelle encore lors de



la Deuxième guerre et s'étendit à l'Asie et à l'Afrique mais épargna relativement l'Amérique, le nouveau centre impérialiste.

L'impérialisme de l'après trente glorieuses, parce que la lutte contre le bloc de l'Est exigeait de ne pas déstabiliser les pays centraux en attaquant frontalement un prolétariat par ailleurs bien organisé, a été capable de réserver la barbarie systématique des guerres civiles, de la faim, de la misère et des destructions écologiques au tiers monde (et à l'Est), surtout aux femmes et aux enfants. L'Est vaincu et le prolétariat affaibli, cette barbarie s'étend maintenant à petites doses, relativement, dans le centre impérialiste, toujours en commençant par les femmes, les enfants et les minorités. Quelle sera la suite de cette transition de phase ?

### **Le château de cartes américain**

Si les conditions économique-technologiques d'un changement de phase sont réunies, tel est loin d'être le cas des conditions politico-institutionnelles qui sont les plus déterminantes. L'actuelle situation de l'économie américaine, à laquelle les économies québécoise et canadienne sont accrochées, illustrent la contradiction. Cette économie roule à plein régime mais sur la base, d'une part, du capital mondial qui la finance, comme le montre un déficit du compte courant de plus en plus profond qui atteint presque les 4% du PIB américain ; d'autre part, du déficit record du secteur privé américain (revenus moins dépenses des entreprises et consommateurs) qui atteint, en 1999, 6% du PIB alors que le pire score depuis 1945, avant la présente dégringolade commencée en 1995, avait été de moins de 2%.

Il est d'ailleurs remarquable de constater que la décennie 1990 a vu, tant aux ÉU et qu'au Canada, le déficit privé se substituer au déficit public et l'inflation des actifs financiers se substituer à l'inflation des produits et services.

Bill Gates et consort baignent donc dans la prospérité, d'une part, grâce au chaos mondial provoqué par la libre circulation du dollar US appuyé par une menace militaire de plus en plus utilisée, en Iraq comme au Kosova, et une culture commerciale hollywoodienne de plus en plus anesthésiante ; et, d'autre part, grâce à la bulle boursière qui, créant une richesse virtuelle chez les ménages les plus riches, les incite à désépargner alors que les ménages moins riches empruntent davantage suite à des taux d'intérêt relativement bas rendus nécessaires, à la fois pour diriger le capital-argent vers la bulle boursière et pour soutenir la consommation. Ainsi la boucle est-elle bouclée.

L'instabilité de ce château de cartes, qui repose sur l'endettement massif et croissant tant des ÉU vis-à-vis le restant du monde que du peuple (et même des entreprises) américain vis-à-vis le capital financier, est patente. Et le modèle québécois et canadien est similaire, en plus de dépendre de la prospérité américaine. Faut-il se surprendre alors que plusieurs analystes patentés se désolent de la fragile reprise de l'Asie du sud-est, de même que du renforcement de la zone euro, car cela pourrait ralentir le flux de capital-argent vers les ÉU.

L'incertitude grandissante quant au prolongement de la prospérité américaine, et par suite mondiale, a fait augmenter les taux d'intérêt à long terme durant la dernière année augmentation que la Banque centrale américaine devra bientôt relayer au niveau des taux d'intérêt à court terme.

Le tarissement du financement extérieur crèverait la bulle boursière américaine, ce qui causerait une crise financière par suite de l'endettement élevé des compagnies et ménages dont les collatéraux sont des actifs financiers, d'où une difficulté accrue de financer fond de roulement et investissements. L'éclatement de la bulle aurait aussi un effet important sur la consommation suite à une brusque hausse de l'épargne pour compenser la disparition d'actifs financiers que possèdent directement ou indirectement environ la moitié des ménages (les plus riches).

S'ensuivrait probablement une crise majeure qui, à son tour, pourrait s'étendre au restant du monde et très certainement au Québec et au Canada, à moins que la Banque centrale américaine fasse un tournant de 180 degrés favorable à une politique monétaire très laxiste qui permettrait un retour en force du déficit budgétaire. Mais l'endettement tant public que privé, déjà à un niveau record, s'en trouverait accru. L'économie américaine (et canadienne) s'en trouverait encore plus instable — plus on est endetté, plus on réagit fortement aux mauvaises nouvelles et même aux rumeurs —, ce qui pousserait la bourgeoisie américaine à rechercher une solution plus durable sur la base de sa force hégémonique, monétaire et militaire.

Craignant ce scénario comme la peste, ou l'anticipant, la bourgeoisie américaine enjoint la bourgeoisie japonaise de non seulement s'enfoncer encore plus dans les déficits publics pour redevenir le moteur de l'économie est-asiatique puisque la relance par la baisse des taux d'intérêt à court terme est devenu impossible avec un taux de 0.03% ! Et pour faire certain que l'énorme épargne japonaise continue d'irriguer les ÉU, la bourgeoisie américaine demande à la Banque du Japon de financer le déficit japonais par l'inflation monétaire (techniquement par des prêts directs de la Banque du Japon au gouvernement japonais). Pas mal pour des néolibéraux champions de la lutte anti-inflation et des déficits zéro ! Comme quoi le néolibéralisme n'est qu'une idéologie de convenue au service d'une classe.

À cause de sa faiblesse militaire et de sa récession prolongée, le Japon est vulnérable aux pressions américaines dans une zone de fortes tensions militaires (Corée, détroit de Taiwan) où le Japon qui n'a pas d'armes nucléaires fait face à des voisins puissants qui en ont. Par contre les ÉU n'ont pas le même pouvoir de pression sur l'Union européenne (UE) avec son PIB plus grand que celui des ÉU, sa modeste croissance, sa puissance nucléaire et dorénavant aux trois quarts unifiée dans une même zone monétaire. Il n'y a que les divisions internes de l'UE, qui n'est pas encore arrivée à un État unique si toutefois elle peut y parvenir, qui empêche l'UE de devenir à moyen terme une puissance hégémonique à l'égal des ÉU. Pour l'instant ces divisions ont permis aux ÉU d'empêcher l'UE de dominer même sa zone d'influence impérialiste immédiate de la Russie à l'Afrique en passant par le Moyen-Orient.

Cependant, les bourgeoisies de l'UE ne sont pas aux prises avec le déséquilibre externe des ÉU. Le surplus de sa balance des paiements permet à ses banques et transnationales de constamment se renforcer mondialement, y compris aux ÉU. Les exemples les plus patents en sont les fusions Daimler-Chrysler au profit de la multinationale allemande et celle BP-Amoco au profit de la multinationale britannique.

### **Sortir de la crise mais à quel prix ?**

Quelles conditions politico-institutionnelles manquent-ils finalement au capitalisme pour déboucher vers la phase expansive d'une nouvelle onde longue ? Il faudrait d'abord unifier le capitalisme sous une direction hégémonique incontestée.

Le candidat le plus évident, les ÉU, devrait ré-acquérir leur capacité de diriger le processus en cours de concentration et de centralisation accélérées du capital (les fusions et acquisitions), c'est-à-dire de régler leur problème structurel de balance des paiements qui les gangrène depuis 30 ans. Pour cela, ou bien la bourgeoisie américaine impose une cure de grande austérité au peuple américain (et aux Amériques particulièrement du Nord), particulièrement aux classes dites moyennes, pour baisser les importations, ce qui suppose le recours à des méthodes fortes pour contenir les tensions sociales ; ou bien elle renforce et se sert de sa puissance militaire encore plus qu'elle ne l'a faite jusqu'ici pour imposer un financement permanent à bon marché non seulement du déficit de sa balance de paiement mais aussi de ses exportations de capitaux, le tout sur le dos des peuples du monde. Même cette seconde option supposerait de toute façon une stabilisation de la balance des paiements et une ré-allocation des ressources vers davantage de dépenses militaires.

Pour devenir hégémonique, l'Union européenne doit parvenir à s'unifier en un État européen fort capable à la fois d'infliger une défaite historique aux prolétariats du continent, particulièrement allemand et français, et de se re-militariser pour être capable de tenir tête puis vaincre les ÉU. Cette voie est lourde de conflits de grande ampleur avec les ÉU en particulier pour le contrôle du Moyen-Orient, clef de voûte de l'hégémonisme mondial. Elle suppose sans doute de prendre le risque de provoquer ou de profiter d'une crise majeure pour casser les reins du prolétariat par un mélange de dure répression et d'émergence d'un nouveau nationalisme européen *civilisateur*, anti-américain et conquérant.

Quant au Japon, l'étroitesse relatif de son marché intérieur, sa relative faiblesse militaire, son incapacité à institutionnaliser sa zone d'influence dans une APEC sous son contrôle, le forcera à continuer à accepter la domination américaine à moins de l'émergence d'un hégémonisme européen. Demeure peut-être possible, en cas d'espace géopolitique créé par un conflit prolongé ÉU-UE, une alliance Japon-Chine-Taiwan-diaspora chinoise de l'Asie du sud-est qui aurait le niveau requis d'accumulation, de technologie, de marché et d'armes nucléaires pour prétendre à l'hégémonie.

Ce serait alors moins le Japon qui présiderait à cette alliance — il n'en a pas la force — qu'une Chine capitaliste stabilisée qui serait ré-unifiée avec Taiwan, ce à quoi s'opposera avec force (jusqu'à déclencher une guerre ?) l'impérialisme américain qui jusqu'ici bénéficie de l'accord de la bourgeoisie taiwanaise et de l'appui de la Corée du sud. L'émergence d'un hégémonisme chinois-japonais, en ce moment très difficilement concevable, malgré une complémentarité économique évidente, sans profond bouleversement tant mondial que régional, ne pourrait se faire que sous la houlette d'un régime autoritaire imposant aux masses chinoises une forte limitation de son niveau de vie et un haut degré de militarisme.

Quelle que soit la puissance hégémonique qui s'imposerait sur une base de forte austérité et d'un puissant militarisme, et sans doute à travers d'importantes guerres régionales, resterait à résoudre le problème d'un enclenchement d'une vague d'investissement capable de soutenir une accumulation de capital élevée et prolongée. La clef de cette possible vague réside moins dans la modernisation des actuels pays impérialistes où le degré d'automation des nouvelles technologies ne peut générer une masse considérable de plus-value ni d'emplois soutenables, même sur la base de salaires modestes, que dans l'équipement massif en infrastructures privatisées des très grands pays émergents que sont la Chine, l'Inde, la Russie, l'Indonésie et quelques pays importants de leurs immédiates périphéries (Vietnam, Pakistan, Bangladesh, Ukraine).

Au départ, cette vague serait financée par les fonds de pensions et les fonds communs de placement des classes dites moyennes — à qui elles offriraient le prix de consolation de l'enrichissement dans l'austérité — sur lesquels surferaient les capitaux propres des bourgeoisies impérialistes et nationales. En fait, dans la mesure où le prolétariat des pays impérialistes reste gagné par les illusions de l'individualisme néolibéral et consent à être consolé par la culture hollywoodienne, il sera possible à la bourgeoisie de lui proposer un pacte social à la japonaise basé sur le paradigme : épargner aujourd'hui, consommer à la retraite... quitte à dévaluer ces épargnes à la russe si les choses tournaient mal. Même l'impôt d'aujourd'hui pourrait être transformé en épargne individuelle légalement obligatoire ou volontaire forcée. Ensuite, une épargne similaire des immenses masses du tiers monde pourrait prendre la relève dans la mesure où elles seraient mises au travail.

### **Briser la résistance des grands pays du tiers monde**

Ce qui empêche le déploiement de cette stratégie — en plus des contradictions inter-impérialistes qui doivent se résoudre par l'apparition d'une puissance hégémonique puisque le capitalisme se nourrit nécessairement de la lutte de plus en plus titanesque entre plusieurs capitaux sans quoi la loi de la concurrence ne saurait opérer — ce sont les directions politico/économiques de ces importants pays qui sont encore assez fortes pour empêcher la soumission complète de leurs marchés nationaux à l'impérialisme.

Même la transition indonésienne d'un capitalisme de clique (*crony capitalism*), héritier des capitalismes nationaux de la guerre froide à qui on concédait une marge de manœuvre d'accumulation nationale, vers un capitalisme électoraliste (mais non démocratique) tout à fait contrôlable par le capitalisme financier par l'intermédiaire des caisses électorales, qui dans les pays du tiers monde achètent le vote ou la coercition pour faire voter du bon bord, est encore loin d'une affaire conclue tellement la croissance des inégalités et de la misère, suite à la crise de 1997, rend très délicat toute stabilisation d'un capitalisme dit démocratique.

La pleine intégration de l'Inde au marché mondial ne sera pas plus facile comme le montre la présente montée de l'ethnisme qui répond à la tentative, mûe par le FMI, de démantèlement progressif d'un capitalisme national très étatisé et bureaucraté qui cherche à maintenir son propre processus d'auto-accumulation et même d'hégémonisme régional à l'aide de sa puissance nucléaire. Que dire de la Russie enlisée dans la transition d'un capitalisme mafieux résultant d'une décomposition de la bureaucratie qui cherche à maintenir son pouvoir tout en empêchant une mainmise impérialiste mais sans aucune capacité d'établir un processus de reproduction élargie sur une base autonome. La bureaucratie chinoise, quant à elle, a pu et a su rétablir un processus d'auto-accumulation à la base, tant dans les campagnes que dans les villes, processus complété par un important apport de capitaux extérieurs introduisant suffisamment de technologies nouvelles, processus qu'elle parasite grâce au pouvoir qu'elle conserve par des méthodes de plus en plus répressives.

Aucune des conjonctures de ces pays qui comptent près de la moitié de la population mondiale ne constituent un environnement stable de loi et d'ordre garantissant d'une part la jouissance de la propriété privée et le respect des contrats, et d'autre part une pleine intégration dans le marché mondial et une ouverture sans contrainte à la libre circulation des capitaux sous l'égide de l'OMC, à défaut que ce soit du FMI. Même la Chine qui a su attirer une masse relativement importante de capitaux grâce à sa prospérité et sa stabilité bureaucratique ne saurait devenir la corne d'abondance de l'accumulation mondiale tant que sa bureaucratie peut à tout moment changer les règles du jeu à propos du régime de taxation des transnationales, des prix des intrants d'origine chinoise ou des règles de rapatriement des profits, comme ce fut récemment le cas d'où une baisse des investissements directs extérieurs.

### **Une sortie de crise barbare, si sortie il y a, ou bien...**

De cette conjoncture très complexe, mille et un scénarios de sorties de crise peuvent être dégagés. Mais tous nécessiteront une forte recrudescence de toutes les exploitations et oppressions dont les présentes barbaries kosovares et timoraises donnent un avant-goût mais aussi l'hécatombe du sida en Afrique orientale tout comme la misère des bidonvilles indiens ou latino-américains. Rien ne garantit non plus que cette transition de misère, d'inégalité et de guerre ne dérapera pas en hécatombe nucléaire ou environnementale, suite à une crise de l'eau ou à quelque rupture majeure de l'équilibre écologique planétaire.

À chaque transition d'une phase à l'autre menace la barbarie généralisée dont l'extrême droite chauvine ou ethnique serait l'exécutrice testamentaire suite à la conquête de l'esprit de larges masses parce que la droite traditionnelle sera au bout de ces contradictions et que la gauche traditionnelle aura capitulé aux contradictions de la droite. Aujourd'hui l'Autriche et l'Inde, demain l'UE (ou les ÉU) et la Chine. Qui pourra arrêter ces revenants revenus des catacombes de l'histoire, déguisés pour l'instant en gentlemen dont la queue diabolique dépasse.

Le développement, bien sûr, d'un fort courant anti-capitaliste. Seul un prolétariat mondial et des peuples gagnés au socialisme et à la révolution pourront imposer une sortie de crise humaniste et écologiste, libératrice et égalitaire. Personne n'a jamais prétendu que ce serait facile et rapide sauf les gauchistes et les libertaires néolibéraux à verni anarchiste. Ce sera au prix d'intenses efforts programmatiques et organisationnels... qui donnent sens et joie à une vie de douleurs ; au prix d'une multitude de morts qui seront le pont de chair pour atteindre la rive du pays de la liberté.

Au Québec, le petit PDS et son humble campagne des 10 milliards, pour rassembler et donner force à toutes ces luttes sociales qui se crèvent de désespoir devant la forteresse néolibérale, se donnent comme une porte ouverte, pour qui sait en écarter les immondices du tape-à-l'œil et de la démagogie, sur le socialisme.

Marc Bonhomme, 4/10/99